

Procès des incendiaires présumés du véhicule de police quai de valmy : la France face aux ravages du retour de la culture de l'excuse



Le procès des incendiaires présumés de la voiture de police en marge d'un rassemblement de policiers en 2016 s'ouvre aujourd'hui.

Avec Guylain
Chevrier

Atlantico : Le procès des incendiaires présumés de la voiture de police en marge d'un rassemblement de policiers en 2016 s'ouvre aujourd'hui. Un procès qui s'est déjà accompagné de nombreuses réactions médiatiques, notamment d'une tribune publiée par Libération, ou le sociologue Geoffroy de Lagasnerie minimise l'acte et l'explique par "une inquiétude et une colère collective". Assiste-t-on à une forme de retour de ce qui a été appelé la "culture de l'excuse" ?

Guylain Chevrier : Des individus préparés à l'affrontement ont systématiquement entraînés les fins de cortèges contre la loi El Khomri dans la violence, contre l'avis de l'immense généralité de ceux qui avaient défilé. Jusqu'au point d'ailleurs qu'à un moment, ce soit même le service d'ordre de la CGT qui ait tenté d'y remettre de l'ordre. On peut tout justifier, en faisant passer des vessies pour des lanternes, mais ceux qui défendent les auteurs de ces violences en les justifiant, excusent l'inexcusable en faisant jouer que cela serait pour la « grande cause », autrement dit, « le mouvement social », introduisant subrepticement l'adage « la fin justifie les moyens ». Tous les régimes totalitaires en ont fait usage pour légitimer la violence et la torture, l'élimination des opposants. Ce n'est pas un service à rendre aux mouvements sociaux que de réintroduire cet archaïsme en laissant traîner l'idée qu'il n'y aurait là rien d'anormal, et donc que la violence pourrait être ici légitime, en raison d'une grande cause qui autoriserait tout.

C'est ce que fait pourtant le sociologue Geoffroy de Lagasnerie dans Libération (1), par le type d'explication tortueuse qui suit : « Il faut comprendre les ressorts et les responsabilités, qui ont contribué à façonner les expériences des sujets contestataires. Elle appelle plus le regard compréhensif de la sociologie politique que l'action répressive de la justice pénale. » Et pour expliquer le fond sur lequel repose cette mansuétude : « plutôt que d'orienter notre regard vers les quelques individus agissants, nous devons voir la violence d'une séquence politique, d'un mode de gouvernement, liée à la violence du vallsisme ». S'il peut il y a avoir dans ce type de manifestation des débordements qui parfois peuvent conduire à des excès, y compris du côté des forces de l'ordre, nous ne vivons pas sous un régime fasciste, qui serait susceptible de légitimer un tel recours à la violence organisée, et la mobilisation de ce fourre-tout désignés « antifas » (antifascistes), qui est un véritable passeport à faire n'importe quoi. Les services d'ordre des manifestations sont censés justement jouer ce rôle d'encadrement qui régule ce genre de risque. Que l'on soit d'accord ou pas avec la loi El Khomri, et moi je ne l'étais pas, on ne saurait légitimer l'usage d'une violence extrême par ceux qui entendent imposer par la violence leur vision politique, qui est celle avant tout du désordre qui de leur point de vue est préférable à tout ordre, fut-il celui des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Ce qui semble bien sous-jacent à cette violence c'est le rejet idéologique de l'Etat et de l'ordre, quels qu'ils soient. D'où une sérieuse mise en garde vis-à-vis de ces faiseurs de désordre, qui transformeraient allègrement la démocratie de

la rue en insurrection, menant aux impasses du rejet de la société en bloc. Le désespoir de certains, susceptible d'être dévoyé dans la violence, ne les conduira ici à aucun espoir de lendemains qui chantent.

Comment expliquer cette volonté de justifier des actes de violences en les empruntant d'idéologie ? Quels peuvent être les effets néfastes d'une telle démarche à court moyen et long termes ?

Il y a une radicalisation qui est à la mesure du déficit de projet politique de transformation sociale à gauche et de l'unité qui en est le vecteur de rassemblement, susceptibles de canaliser le mécontentement et de lui donner une forme politique tangible. Malgré le succès de la France Insoumise, on est très loin de la crédibilité à gouverner de ce côté aux yeux des Français. A tout le plus, on considère que Mélenchon est une bonne force d'opposition. Sans compter encore avec les divisions à gauche, de la mésentente avec le PCF à la confusion actuelle du PS en recherche de mutation, qui est responsable de la situation qui a conduit à l'élection de Macron. C'est un boulevard pour une frange gauchiste qui peut ainsi mettre en scène la révolution qu'elle n'a jamais pu faire et pour cause, elle n'est qu'un défouloir, mais à haut risque en cette période d'attentats et de radicalisation où toutes les violences se rejoignent. On habille ainsi la violence de ces groupes qui sert de faire-valoir à ceux qui sont en mal de projet politique et auxquels cela donne l'occasion de passer pour être du côté de la lutte des opprimés contre le reste du monde, mais n'ont rien en réalité de sérieux à proposer.

En légitimant cette violence, on fait écho à une autre violence elle aussi fréquemment légitimée par les mêmes, celles de jeunes de certains quartiers qui entendent y faire régner leur loi, pour en faire des zones de non-droit. Ils n'hésitent pas eux aussi à s'attaquer aux forces de l'ordre qui cherchent à protéger les populations contre leurs agissements. Il y a derrière ce type de discours un vrai risque en ces temps de fracture sociale et de radicalisation, que soit entraînée dans cet aveuglement une partie de la jeunesse toujours en recherche de grandes causes, d'idéal. Et ainsi, que l'on fasse basculer à plus ou moins court terme dans le désordre, une banlieue fragile où certaines forces obscurantistes sont en embuscades. Ceux qui empruntent cette voie politique prennent une lourde responsabilité bien au-delà de l'événementiel.

Quelles sont les limites à fixer dans cette logique de la culture de l'excuse ?

L'Etat de droit, la liberté, la démocratie, constituent des biens communs précieux, dont nous avons du mal à mesurer la réelle portée, la réelle valeur. Cette culture de l'excuse de la violence, qui avance l'enjeu social comme l'argument suprême, les balaye comme s'il n'en était rien. Elle n'est que le reflet d'un dogmatisme profondément antidémocratique, qui ne poursuit aucun but précis, en dehors de cet idéalisme dangereux que du désordre peut venir la lumière, alors que rien n'est à en attendre que le chaos.

Cette idéologie de l'excuse crée un droit à la violence, dont la police est la cible comme représentant de l'organisation sociale. Si on s'en souvient, l'Etat ne détient pas pour lui-même le monopole de la violence légitime, mais pour garantir à tous l'accès à un certain nombre de libertés et de droits, et que la loi soit respectée par tous. Si des désaccords sociaux existent, des inégalités à balayer, l'action en faveur de la justice sociale s'inscrit légitimement dans la vie de notre démocratie. Cette violence pour la violence ne peut que desservir cette action et ses acteurs, en en brouillant le but humaniste.

Laisser la violence nihiliste de ces groupes s'installer, ce serait laisser confisquer cette légitime violence d'un Etat de droit, et avec elle la sécurité sur laquelle repose notre paix sociale, en dehors de quoi rien n'est viable. Ce que les attentats sont venus nous rappeler avec un changement de regard sur la police. La voilà la limite à cette culture de l'excuse, celle propre à la préservation de notre liberté, dont celle pacifiquement, de manifester.

1- *En défense des accusés du quai de Valmy*, Libération, 14/09/2017 http://www.liberation.fr/debats/2017/09/14/en-defense-des-accuses-du-quai-de-valmy_1596392